

**CHAMBRE DES RECOURS PENALE**

---

---

Arrêt du 10 mars 2016

---

Composition : M. MAILLARD, président  
MM. Meylan et Abrecht, juges  
Greffière : Mme Aellen

\*\*\*\*\*

**Art. 221 al. 1 let. b et c, 393 al. 1 let. c CPP**

Statuant sur le recours interjeté le 7 mars 2016 par **X.** \_\_\_\_\_  
contre l'ordonnance de prolongation de la détention provisoire rendue le  
1<sup>er</sup> mars 2016 par le Tribunal des mesures de contrainte dans la cause  
**n° PE13.017627-CPB**, la Chambre des recours pénale considère :

**En fait :**

**A.**        **a)** En substance, il est notamment reproché à X. \_\_\_\_\_  
d'avoir, entre 2013 et 2015, dans différents cantons et à de multiples  
reprises, vendu des véhicules qui lui avaient été remis en location,  
s'enrichissant ainsi du prix de vente des véhicules.

**b)** Par ordonnance du 4 septembre 2015, le Tribunal des mesures de contrainte du canton de Genève a ordonné la détention provisoire d'X.\_\_\_\_\_ pour une durée de trois mois à compter du 4 septembre \_\_\_\_\_ 2015, soit \_\_\_\_\_ jusqu'au 4 décembre 2015, retenant l'existence de soupçons sérieux de culpabilité d'abus de confiance et d'escroquerie, ainsi que la réalisation des risques de collusion et de réitération.

**c)** En septembre 2013, le Ministère public de l'arrondissement de La Côte a ouvert une instruction pénale contre le prénommé pour des faits similaires. Il ressort du procès-verbal des opérations (PV des op., p. 7) que le Procureur vaudois, après avoir reçu l'approbation du Ministère public central, a rendu deux ordonnances de reprise d'enquête après fixation du for avec les cantons de Fribourg et de Genève, respectivement les 28 juillet 2015 et 30 juillet 2015. La procédure de fixation de for avec le canton de Genève serait toutefois toujours en cours (cf. demande de prolongation de la détention provisoire du 17 février 2016, p. 2).

Une instruction serait également en cours dans le canton de Neuchâtel contre X.\_\_\_\_\_ pour des faits similaires (ibidem, p. 3).

**d)** Par ordonnance du 16 novembre 2015, le Tribunal des mesures de contrainte du canton de Vaud (ci-après le Tribunal des mesures de contrainte) a rejeté la demande de libération de la détention provisoire présentée par X.\_\_\_\_\_ le 31 octobre 2015, au motif qu'il existait des soupçons sérieux d'abus de confiance et d'escroquerie et que les risques de collusion et de réitération retenus par le Tribunal des mesures de contrainte du canton de Genève dans son ordonnance du 4 septembre 2015 apparaissaient encore d'actualité. La constatation de l'existence de ces deux risques a dispensé le Tribunal des mesures de contrainte d'examiner si le risque de fuite, également invoqué par la Direction de la procédure, était aussi réalisé.

Par ordonnance du 4 décembre 2015, le Tribunal des mesures de contrainte a ordonné la prolongation de la détention provisoire

d'X. \_\_\_\_\_ pour une durée de trois mois, soit jusqu'au 4 mars 2016 au plus tard, toujours au vu des risques de collusion et de réitération présentés par le prénommé.

**B.**           **a)** Le 17 février 2016, le Ministère public de l'arrondissement de La Côte a requis la prolongation de la détention provisoire du prénommé pour une durée de trois mois.

Par courrier de son défenseur d'office du 22 février 2016, X. \_\_\_\_\_ a conclu au rejet de la demande de prolongation de la détention provisoire, faisant valoir que celle-ci ne serait pas justifiée par les besoins de l'instruction, que son maintien en détention violerait le principe de proportionnalité et que les risques de fuite, de collusion et de réitération invoqués par le Ministère public seraient inexistantes. Il précisait à propos du risque de réitération qu'il était prêt à renoncer à exercer toute activité ou toute démarche commerciale dans le secteur concerné.

**b)** Par ordonnance du 1<sup>er</sup> mars 2016, le Tribunal des mesures de contrainte a ordonné la prolongation de la détention provisoire d'X. \_\_\_\_\_ (I), a fixé la durée maximale de la prolongation à trois mois, soit                    au                    plus                    tard                    jusqu'au 4 juin 2016 (II), et a dit que les frais de la décision suivaient le sort de la cause (III).

**C.**           Par courrier du 2 mars 2016, remis à la poste le 7 mars 2016, X. \_\_\_\_\_ a recouru contre cette ordonnance. Procédant sans l'assistance de son défenseur d'office, il a implicitement conclu à sa libération.

### **En droit :**

**1.**           Aux termes de l'art. 393 al. 1 let. c CPP (Code de procédure pénale suisse du 5 octobre 2007 ; RS 312.0), le recours est recevable

contre les décisions du Tribunal des mesures de contrainte dans les cas prévus par le code. L'art. 222 CPP prévoit que le détenu peut attaquer devant l'autorité de recours les décisions ordonnant une mise en détention provisoire ou une mise en détention pour des motifs de sûreté, ou encore la prolongation ou le terme de la détention. Le recours doit être adressé par écrit, dans un délai de dix jours dès la notification de la décision attaquée (cf. art. 384 let. b CPP), à l'autorité de recours (art. 396 al. 1 CPP), qui, dans le canton de Vaud, est la Chambre des recours pénale du Tribunal cantonal (art. 13 LVCPP [Loi d'introduction du Code de procédure pénale suisse du 19 mai 2009 ; RSV 312.01] ; art. 80 LOJV [Loi d'organisation judiciaire du 12 décembre 1979 ; RSV 173.01]).

Le présent recours a été interjeté en temps utile et dans les formes prescrites (cf. art. 385 al. 1 CPP) par le détenu qui a qualité pour recourir (art. 382 CPP), de sorte qu'il est recevable.

## **2.**

**2.1** Selon l'art. 221 al. 1 CPP, la détention provisoire et la détention pour des motifs de sûreté ne peuvent être ordonnées que lorsque le prévenu est fortement soupçonné d'avoir commis un crime ou un délit et qu'il y a sérieusement lieu de craindre qu'il se soustraie à la procédure pénale ou à la sanction prévisible en prenant la fuite (let. a), qu'il compromette la recherche de la vérité en exerçant une influence sur des personnes ou en altérant des moyens de preuve (let. b) ou qu'il compromette sérieusement la sécurité d'autrui par des crimes ou des délits graves après avoir déjà commis des infractions du même genre (let. c).

**2.2** La mise en détention provisoire n'est possible que s'il existe à l'égard de l'auteur présumé, et préalablement à toute autre cause, de graves soupçons de culpabilité d'avoir commis un crime ou un délit (ATF 139 IV 186 consid. 2 ; Schmockler, in: Kuhn/Jeanneret [éd.], Commentaire romand, Code de procédure pénale suisse, Bâle 2011, nn. 7 ss ad art. 221

CPP). L'intensité des charges propres à motiver un maintien en détention provisoire n'est pas la même aux divers stades de l'instruction pénale. Si des soupçons, même encore peu précis, peuvent être suffisants dans les premiers temps de l'enquête, la perspective d'une condamnation doit apparaître vraisemblable après l'accomplissement des actes d'instruction envisageables (ATF 137 IV 122 consid. 3.2 ; ATF 116 la 143 consid. 3c ; TF 1B\_408/2015 du 10 décembre 2015 consid. 2.2 ; TF 1B\_348/2013 du 21 octobre 2013 consid. 2.1.1 ; Piquerez, *Traité de procédure pénale suisse*, 2<sup>e</sup> éd., Zurich 2006, n. 845 ; Schmocker, *op. cit.*, n. 8 ad art. 221 CPP, p. 1025 ; Forster, in : Niggli/ Heer/Wiprächtiger [éd.], *Basler Kommentar, Schweizerische Strafprozessordnung*, 2e éd., Bâle 2014, n. 3 ad art. 221 CPP). Les autorités de recours appelées à se prononcer sur la légalité d'une décision de maintien en détention provisoire ou pour des motifs de sûreté ne doivent pas procéder à une pesée complète des éléments à charge et à décharge, ni apprécier la crédibilité des personnes qui mettent en cause le prévenu. Bien plutôt, elles doivent uniquement examiner s'il existe des indices sérieux de culpabilité justifiant une telle mesure (ATF 137 IV 122 consid. 3.2 ; ATF 124 I 208 consid. 3 ; ATF 116 la 413 consid. 3c ; TF 1B\_423/2010 du 17 janvier 2011 c. 4.1 ; TF 1B\_410/2010 du 23 décembre 2010 consid. 4.1 ; Forster, *op. cit.*, n. 3 ad art. 221 CPP).

En l'espèce, le prévenu a toujours contesté les faits qui lui sont reprochés. Toutefois, depuis le début de l'instruction, le Ministère public a entendu plus d'une dizaine de plaignants qui ont mis en cause le prévenu. A ce stade de l'instruction, ces déclarations constituent des indices suffisamment sérieux de culpabilité à l'encontre du recourant pour justifier son maintien en détention provisoire. Au demeurant, les soupçons n'ont eu de cesse de se renforcer depuis le début de l'instruction au vu des nouvelles mises en causes intervenues dans les cantons de Vaud et de Fribourg.

**2.3** Le recourant conteste l'existence des risques de collusion et de réitération retenus par le Tribunal des mesures de contrainte.

**2.3.1** S'agissant tout d'abord du risque de collusion, on relèvera que le maintien en détention provisoire se justifie notamment lorsqu'il y a sérieusement lieu de craindre que le prévenu compromette la recherche de la vérité en exerçant une influence sur des personnes ou en altérant des moyens de preuve (art. 221 al. 1 let. b CPP). Ce motif de détention avant jugement, souvent appelé « risque de collusion » - expression trop étroite puisque les personnes sur lesquelles le prévenu pourrait exercer une influence pour empêcher ou compromettre la recherche de la vérité (par exemple par la menace, la séduction ou la mise en commun d'intérêts identiques) peuvent être non seulement des coaccusés ou des complices, mais aussi la partie plaignante, les témoins, les experts ou toute autre personne amenée à participer à la procédure (Schmocker, op. cit., nn. 14 et 15 ad art. 221 CPP ; cf. ATF 137 IV 122 consid. 6.2 et 6.4) -, vise à garantir la constatation exacte et complète des faits.

En l'espèce, X.\_\_\_\_\_ nie obstinément les accusations portées à son encontre et ses explications sont en contradiction avec celles des plaignants. A ce stade, on peut donc craindre qu'en cas de libération, le prévenu n'entrave l'instruction en cherchant à entrer en contact avec les plaignants en vue d'influencer leurs déclarations. Le maintien du recourant en détention se justifie donc à tout le moins jusqu'à ce que le Procureur ait pu procéder à une audition récapitulative, voire aux auditions de confrontation entre le prévenu et les différentes parties plaignantes. De surcroît, certains des véhicules dont le prévenu est soupçonné d'avoir disposé illégalement n'ont pas encore été localisés à ce jour et l'on peut craindre qu'en cas de libération, le prévenu ne tente de faire disparaître des moyens de preuve relatifs à ces véhicules.

Au vu de ces éléments, la recherche de la vérité pourrait être compromise par la libération du recourant et le risque de collusion justifie son maintien en détention provisoire.

**2.3.2** S'agissant du risque de réitération, l'art. 221 al. 1 let. c CPP prévoit que la détention provisoire peut être ordonnée lorsqu'il y a lieu de craindre que le prévenu compromette sérieusement la sécurité d'autrui par des crimes ou des délits graves après avoir déjà commis des infractions du même genre.

Selon la jurisprudence, la détention provisoire en raison d'un risque de récidive peut être ordonnée, respectivement prolongée, d'une part, lorsqu'il s'agit d'éviter que le prévenu retarde, voire empêche, la clôture de la poursuite en commettant de nouvelles infractions et, d'autre part, pour éviter la réalisation d'un danger (ATF 137 IV 84 consid. 3.2 ; TF 1B\_249/2014 du 6 août 2014 consid. 3.2). Cependant, il convient de faire preuve de retenue dans l'appréciation du risque de récidive : le maintien en détention ne peut ainsi se justifier pour ce motif que si le pronostic est très défavorable et si les délits dont l'autorité redoute la réitération sont graves (ATF 137 IV 84 consid. 3.2). Ainsi, une possibilité hypothétique de réitération, ainsi que la probabilité que des infractions de peu d'importance soient à nouveau perpétrées ne suffisent pas pour justifier la détention provisoire (ATF 135 I 71 consid. 2.3 p. 73).

Un risque de récidive existe lorsqu'il y a sérieusement à craindre pour la vie et l'intégrité corporelle, mais également en cas d'infractions graves contre le patrimoine, telle l'escroquerie par métier (TF 1B\_193/2015 du 17 juin 2015 consid. 2.1 et les arrêts cités). Un tel risque peut également se fonder sur les infractions faisant l'objet de la procédure pénale en cours, si le prévenu est fortement soupçonné - avec une probabilité confinant à la certitude - de les avoir commises (ATF 137 IV 84 consid. 3.2 p. 86 et les références citées).

En l'espèce, le casier judiciaire du recourant fait état de neuf condamnations prononcées entre 2006 et 2013, dont une, en 2011, pour abus de confiance. Malgré ces premières condamnations - parfois à des peines privatives de liberté -, le recourant ne paraît pas avoir mis un terme à ses activités délictueuses. Au demeurant, ni l'ouverture de la présente instruction en septembre 2013, ni les auditions d'X. \_\_\_\_\_ par

le Ministère public en septembre 2013 et novembre 2014 ne semblent avoir eu davantage d'incidence sur le comportement délictueux du recourant qui n'aurait pris fin que le 2 septembre 2015, jour de son arrestation. Compte tenu du nombre et de la continuité dans laquelle s'inscrivent les possibles infractions reprochées au prévenu, la gravité de celles-ci doit manifestement être reconnue.

Au vu de ces éléments, le maintien du recourant en détention provisoire est également justifié par l'existence d'un risque de réitération.

**2.4** Les conditions de l'art. 221 al. 1 CPP étant alternatives (TF 1B\_249/2011 du 7 juin 2011 consid. 2.4), l'existence des risques de collusion et de réitération dispense d'examiner si la détention provisoire s'impose également en raison d'un risque de fuite invoqué par le Ministère public à l'appui de sa demande de prolongation.

**2.5** Quant aux mesures de substitution proposées par le recourant, elles ne paraissent pas en mesure de pallier aux risques de collusion et de réitération retenus. En effet, on ne saurait se satisfaire d'un simple engagement du prévenu de ne pas entrer en contact avec les plaignants ou d'entreprendre des démarches commerciales auprès de clients ou de collaborateurs pour pallier au risque de collusion. Quant aux autres mesures proposées, telles que le dépôt du passeport notamment, elles sont manifestement sans influence sur le risque de collusion.

**3.** Le prévenu est détenu depuis le 2 septembre 2015, soit depuis un peu plus de six mois. Compte tenu des charges qui pèsent sur lui et de ses antécédents judiciaires, le prénommé s'expose à une peine privative de liberté d'une durée encore supérieure à celle de la détention provisoire subie à ce jour, respectivement à subir jusqu'au 4 juin 2016. Par conséquent, le principe de la proportionnalité demeure respecté (ATF 133 I 168 consid. 4.1 et les arrêts cités; ATF 132 I 21 consid. 4.1; TF 1B\_411/2011 du 31 août 2011 consid. 4.1).

**4.** Il résulte de ce qui précède que le recours, manifestement mal fondé, doit être rejeté sans autre échanges d'écritures (art. 390 al. 2 CPP) et l'ordonnance du 1<sup>er</sup> mars 2016 confirmée.

Les frais de la procédure de recours, constitués en l'espèce de l'émolument d'arrêt (art. 422 al. 1 CPP), par 880 fr. (art. 20 al. 1 TFIP [Tarif des frais de procédure et indemnités en matière pénale du 28 septembre 2010 ; RSV 312.03.1]), seront mis à la charge du recourant, qui succombe (art. 428 al. 1 CPP).

Par ces motifs,  
la Chambre des recours pénale  
prononce :

- I.** Le recours est rejeté.
- II.** L'ordonnance du 1<sup>er</sup> mars 2016 est confirmée.
- III.** Les frais d'arrêt, par 880 fr. (huit cent huitante francs) sont mis à la charge du recourant.
- IV.** Le présent arrêt est exécutoire.

Le président :

La greffière :

Du

Le présent arrêt, dont la rédaction a été approuvée à huis clos, est notifié, par l'envoi d'une copie complète, à :

- M. X. \_\_\_\_\_,
- Me Sylvie Mathys, avocate,
- Ministère public central,

et communiqué à :

- Mme la Présidente du Tribunal des mesures de contrainte,
- Mme la Procureure de l'arrondissement de La Côte,

par l'envoi de photocopies.

Le présent arrêt peut faire l'objet d'un recours en matière pénale devant le Tribunal fédéral au sens des art. 78 ss LTF (loi du 17 juin 2005 sur le Tribunal fédéral - RS 173.110). Ce recours doit être déposé devant le Tribunal fédéral dans les trente jours qui suivent la notification de l'expédition complète (art. 100 al. 1 LTF).

La greffière :